

--

Poser la question, c'est déjà avoir une petite idée sur ce que peut être la réponse !

Les Franco-Algériens peuvent-ils faire basculer la présidentielle de 2027 ?

Localement, l'appui de la « communauté algérienne » semble déjà nécessaire, par endroits, pour être élu...

Le communautarisme triomphant. De passage [sur la radio d'État Alger Chaîne 3](#), l'ancien député européen Karim Zeribi s'est félicité du poids électoral que ses compatriotes et lui-même auraient désormais acquis en France. « *Nous sommes 5 millions !*, a-t-il déclaré à l'antenne, pas peu fier. *Si on se mobilise à 50 %, on pèse quasiment 10 % sur une élection présidentielle. Vous savez ce que c'est, 10 % ? C'est-à-dire que la communauté algérienne installée en France peut décider de qui est président de la République !* »

Sur X, beaucoup sont choqués par ces propos. « *Voilà où nous en sommes : certains assument désormais que le destin de la France ne serait plus entre les mains des Français mais d'une communauté étrangère organisée en lobby électoral* », déplore, par exemple, [un internaute](#). « *La loyauté de Zeribi va clairement à l'Algérie* », observe une autre. « *C'est un agent de l'étranger. Il a quitté CNews et c'est une bonne chose* », ajoute un troisième.

Twittos de référence sur les questions de démographie, Marc Vanguard est plus mesuré. « *Non, [il n'y a pas 5 millions d'Algériens en France](#), et encore moins dans le corps électoral*, conteste-t-il. *À partir des données INSEE, même incluant les petits-enfants d'immigrés, les estimations les plus hautes s'élèvent à 2,7 millions. Ce n'est pas la première fois que les pouvoirs publics et lobbyistes algériens tentent d'intimider la France en exagérant les chiffres de leur diaspora. C'est intentionnel.* »

Une communauté qui pèse lourd

Les statistiques ethniques ayant été précautionneusement interdites en France, nul ne sait précisément à combien se chiffre la diaspora algérienne en France. Si Marc Vanguard veut rassurer – tout en reconnaissant que les données de l'INSEE sont « *peut-être* » sous-estimées –, d'autres se montrent plus pessimistes. C'est le cas du très sérieux Thibault de Montbrial. En mars dernier, le président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure déclarait, sur *Europe 1*, que le nombre d'Algériens, de Franco-Algériens ou de personnes d'origine algérienne en France se situait plutôt entre 3 et 7 millions. « *Le chiffre de 7 millions m'a été donné par un conseiller d'un ministre régalien en off* », confiait-il à un Pascal Praud sidéré.

Bien conscient de ce poids, le recteur de la grande mosquée de Paris avait exhorté les siens à « *s'engager pleinement dans l'action citoyenne* » lors des élections européennes de juin 2024. Chems-Eddine Hafiz avait ainsi appelé à soutenir les candidats qui « *prônent l'inclusion et la diversité* ». Comprendre : ne pas voter pour les candidats du Rassemblement national. Un appel reçu cinq sur cinq dans la presse algérienne. « *Il s'agit d'abord de [convaincre les Algériens de France d'aller voter en masse](#)*, avait traduit TSA, média algérien de référence sur Internet. *Leur nombre n'est pas négligeable et s'ils votent en force, leurs voix ne seront pas éparpillées grâce au régime électoral appliqué aux élections européennes qui est celui de la représentation proportionnelle intégrale.* » Ingérence étrangère,

mode d'emploi.

Sur les sujets qui lui sont chers, cette communauté – qui constitue l'essentiel de ce que certains nomment la « rue arabe » - n'a nul besoin d'incitation à la mobilisation. Son poids seul semble intimider nos gouvernants et leur dicter, par exemple, le bon comportement à tenir sur la question du conflit israélo-palestinien. Il n'est pas interdit de penser, en effet, qu'Emmanuel Macron aurait sans doute participé à la Marche contre l'antisémitisme et soutenu plus activement l'État hébreu si la diaspora algérienne avait été moindre, en France.

Localement, l'appui de la « communauté algérienne » semble même devenu désormais indispensable pour être élu. À Marseille, par exemple, face à l'ambassadeur d'Algérie en France, le maire socialiste Benoît Payan n'a pas hésité à déclarer que la cité phocéenne était [« la plus grande ville algérienne en France »](#). Un grand moment de soumission. Et ce n'est pas un hasard, non plus, si Sébastien Delogu, actuel député LFI et probable candidat LFI aux prochaines élections municipales à Marseille, s'est rendu, ces derniers jours, de l'autre côté de la Méditerranée afin d'y rappeler qu'il avait *« embrassé le drapeau algérien »* avec amour...

L'influence de la « communauté algérienne » se fait parfois sentir jusque dans la composition de certaines équipes municipales. Par exemple, dans la ville de Stains, en Seine-Saint-Denis. Il suffit d'écouter les propos tenus publiquement par le porte-parole de la Coordination des élites algériennes, Rachid Agoudjil : *« À Stains, il y a 15 élus. [Neuf sont franco-algériens](#), quatre issus de l'Afrique noire, un seul élu est Français de souche »*, s'est-il ainsi félicité, sur la chaîne algérienne *Essalam TV*, en mai 2024. Et le responsable algérien d'expliciter en toute décontraction la stratégie d'entrisme à adopter en France : *« C'est ça, qu'il faut faire. C'est à nous de travailler dans les quartiers pour donner cette force à nos Franco-Algériens qui se présentent. On a identifié d'autres mairies... »*

Est-ce cela qu'on appelle la « cinquième colonne » ?